MS21 MOUVEMENT POUR UN SOCIALISME DU 21e SIÈCLE

REGARDS SUR L'AMERIQUE LATINE



Publié le 24 mai 2016

Le MS21 a inscrit dans sa Charte le paragraphe suivant :

«.....il y a dans le monde des peuples qui ne se résignent pas au vide politique et refusent résolument les dégâts sociaux et environnementaux du capitalisme et de sa forme actuelle le néo-libéralisme . Le MS21 a donc tourné ses regards vers les pays d'Amérique du sud – tels le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie – qui ont élaboré de nouvelles constitutions et mis en place des politiques sociales au service de leur peuple. »

Et nous avons appelé notre association « *Mouvement pour un socialisme du 21è siècle* » en référence à une déclaration de Hugo Chavez en 2006 lors du Forum Social Mondial à Caracas.

Notre charte a été écrite fin 2014. Les choses ont hélas évolué depuis cette date et on a vu en 2015 les situations se dégrader dans plusieurs pays de ce continent .

Avons-nous eu tort de nous réjouir trop tôt, trop vite d'une victoire de gouvernements progressistes au Venezuela, en Argentine, en Bolivie, en Equateur ? Ces revers seront-ils passagers ou durables? Faut-il être optimiste ou se résigner à un retour de la droite pour longtemps ? Que dire du rôle des États-Unis dans ces événements?

1- Omniprésence des États-Unis

1.1 - Doctrine de Monroe

Le 2 décembre 1823, James Monroe, cinquième président des États-Unis, énonce la doctrine qui portera son nom et fixera pour un siècle et demi les fondements de la diplomatie américaine (« *l'Amérique aux Américains*»). Dans un long discours il interpelle directement les puissances européennes (en particulier l'Espagne et le Portugal) et leur déclare :

1) Les États-Unis ont reconnu l'indépendance des nouvelles républiques latino-américaines ; en conséquence de quoi, l'Amérique du nord et l'Amérique du sud ne sont plus ouvertes à la colonisation européenne.

2) Les États-Unis regardent désormais toute intervention de leur part dans les affaires du continent américain comme une menace pour leur sécurité et pour la paix.

3) En contrepartie, les États-Unis n'interviendront jamais dans les affaires européennes.

1.2 - Le corollaire Roosevelt

Au début du XXe siècle Théodore Roosevelt (1858 - 1919) prononce le corollaire de la doctrine de Monroe. Ce discours ne prône plus une neutralité absolue : il affirme que son pays ne souffrirait pas que l'on s'oppose frontalement à ses intérêts. Il permet ainsi de justifier l'interventionnisme des États-Unis tous azimuts et plus particulièrement en Amérique latine. Ce corollaire a provoqué l'indignation des dirigeants européens. Depuis ces déclarations, les États-Unis ont considéré le continent américain dans son ensemble comme sa « *chasse gardée* » et l'Amérique latine son arrière-cour.

1.3 - Déclaration de Harry Truman

Le 12 mars 1947, devant le Congrès, le Président Truman énonce la doctrine qui porte son nom : "*La sécurité des États-Unis est en jeu en tout lieu où le communisme menace de s'imposer".* Les États-Unis craignent donc par-dessus tout la progression du communisme qui est considéré comme une menace pour leur sécurité. D'où la chasse, l'arrestation, l'exil ou l'assassinat des communistes chez eux (maccarthysme), les guerres de Corée et du Vietnam et la lutte contre toute velléité de voir un gouvernement progressiste se mettre en place en particulier sur le continent américain.

2- Tout gouvernement progressiste est menacé s'il prend des mesures contraires aux intérêts des États-Unis.

Voici quelques exemples depuis la fin de la Seconde guerre mondiale qui illustrent l'attitude impérialiste des États-Unis :

* Au **Guatemala**, Jacobo Arbenz Président de 1951 à 1954, engageant une réforme agraire, décidait de donner 90 000 hectares de parcelles de terres non cultivées aux plus pauvres du pays, d'exproprier la multinationale américaine United Fruit Company et d'instaurer une

taxe d'importation sur les produits. Il fut renversé par la CIA.

* En **République dominicaine**, les coups d'État se succèdent, l'instabilité est permanente ; Juan Bosh le président de gauche élu en décembre 1962 est renversé 9 mois plus tard. Et le 28 avril 1965, par crainte de voir le pays tomber sous contrôle communiste, avec le retour possible de Juan Bosh, les militaires Étatsuniens débarquent en République dominicaine pour, officiellement, protéger leurs ressortissants et les évacuer.

* Au **Chili**, Salvador Allende, socialiste, est élu président de la République le 4 septembre 1970. Dès 1971, le président Richard Nixon donne l'ordre à la CIA de «*faire crier* » l'économie chilienne car il fallait briser le rêve d'une transition pacifique vers un socialisme démocratique avant qu'il ne soit trop tard...un « *nouveau Cuba* » serait intolérable pour l'empire américain. Très vite la situation économique du Chili se dégrade en raison de grèves incessantes, surtout celle des camionneurs largement financée par la CIA. Et le rêve socialiste se termine par le cauchemar du coup d'État militaire du 11 septembre 1973, le bombardement du palais présidentiel « La Moneda » et le suicide de Salvador Allende. Puis ce sera la longue nuit avec Pinochet durant 17 ans...

* Au **Nicaragua**, les rebelles du Front sandiniste de libération (FSL) dénoncent la corruption et la brutalité du dictateur Somoza et s'emparent du pouvoir en 1979. Immédiatement ils proclament les premières mesures: expropriations des grands propriétaires, réforme agraire, nationalisations des ressources naturelles... Un rapprochement s'effectue avec Cuba, l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est, suscitant la méfiance des États-Unis qui craignent que cette influence ne fasse tâche d'huile en Amérique latine. Au cours des années 1980, les États-Unis décrètent un embargo économique et appuient les rebelles, « les contras » , qui veulent renverser le gouvernement sandiniste. Celui-ci sera battu aux élections de 1990 et la droite libérale, soutenue par les Étatsuniens, reprend le pouvoir. Fin de la révolution sandiniste...? En 2007, puis en 2012, Daniel Ortéga, chef historique du FSL, est réélu à la présidence de la République mais est-il encore un révolutionnaire ?

* A la **Grenade**, après son coup d'État de 1979, Maurice Bishop met en place un gouvernement populaire et révolutionnaire et se rapproche considérablement de Cuba. Cette politique causa sa perte et il fut assassiné par ses opposants le 19 octobre 1983. Quelques jours après, la Grenade fut envahie par une coalition dirigée par les États-Unis et on assista à un déploiement de forces considérables qui eut vite fait de mater la petite armée du pays.

* Plus récemment, au **Honduras**, en 2006, le président élu démocratiquement Manuel Zelaya de tendance centre-droit n'a rien du dangereux révolutionnaire. Mais il se rend à Cuba, nomme un ambassadeur à La Havane, se rapproche de Daniel Ortega, fait adhérer son pays à Petrocaribe [1] et à l'ALBA [2]. Il proteste en septembre 2007 contre l'ingérence des États-Unis au Venezuela et en Bolivie. Tout cela inquiète fortement la Maison Blanche...et Zelaya est arrêté par les militaires et expulsé vers le Costa Rica.

Ces quelques exemples suffisent à pointer l'influence de Washington sur nombre de pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et du sud.

3- L'impérialisme américain subit parfois des revers...

Il est inutile de rappeler la cuisante défaite de l'Empire yankee au Vietnam après 12 ans d'une guerre atroce. Et si puissant soit-il, l'histoire de l'Amérique latine montre que l'impérialisme américain peut aussi être mis en déroute.

* Le plus bel exemple est bien sûr celui de **Cuba**. Dès le début, en 1959, le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro a dû faire face à l'hostilité et aux agressions multiples de son puissant voisin. Cuba a démantelé plusieurs réseaux terroristes financés par la CIA et par la communauté anti-castriste vivant à Miami. Fidel Castro a échappé à des centaines de tentatives d'assassinat. Les tentatives de débarquement sur l'île ont échoué (épisode de la baie des Cochons décidé par Kennedy en 1961), plus de 3000 attentats ont fait des milliers de morts. Et voilà 57 ans que Cuba résiste aux attaques multiples et variées des États-Unis...

*Au **Venezuela**, en avril 2002, le peuple a mis en déroute les putschistes qui avait renversé le président Hugo Chavez. Ce coup d'État fomenté par la droite revancharde et soutenu par les États-Unis a échoué lamentablement et n'a duré que 3 jours. Belle victoire du peuple venezuelien qui a ramené son cher Président à Miraflores, avec l'aide d'une partie de l'armée restée loyaliste !

4- Arrivée de gouvernements progressistes dans les années 2000

Après des années de dictatures et de politiques néolibérales qui ont dévasté les économies de l'ensemble des pays d'Amérique latine (au Chili avec les Chicagos Boys, en Argentine avec Carlos Menem etc...) une « vague rouge » a déferlé sur la région. Le basculement s'est produit en 1998 avec l'élection de Hugo Chavez. Ensuite d'autres présidents de gauche furent élus:

* En **Bolivie**, en 2005, Evo Moralès remporte l'élection présidentielle avec 53,7 % des voix. Les élections législatives se déroulent le 18 décembre de la même année et sont remportées par le MAS le parti présidentiel. D'importantes réformes économiques sont alors mises en œuvre : le 1er mai 2006, Evo Morales annonce par décret la nationalisation des hydrocarbures et la renégociation de tous les contrats des entreprises étrangères dans un délai de 180 jours, l'objectif étant que 82 % des revenus des hydrocarbures soient versés à l'État au lieu de 18 % jusqu'alors. D'autres réformes progressistes suivront : réforme agraire, nouvelle constitution, allocation versée aux personnes indigentes de plus de 60 ans, allocation pour l'éducation des enfants, campagne d'alphabétisation, postes de santé , électrification etc....La Bolivie devient membre de l'ALBA **[2]**.

* **L'Equateur** connaît aussi un virage à gauche avec l'élection de Rafaël Correa qui devient Président de la République fin 2006. Conformément à sa promesse électorale, il annonce la tenue d'un référendum le 18 mars 2007 pour mettre en place une assemblée nationale constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution. Celle-ci a été approuvée par référendum le 28 septembre 2008 à une large majorité. Rafael Correa a immédiatement annoncé sa volonté de renégocier la dette équatorienne et les contrats de la société énergétique Petro Ecuador avec les partenaires étrangers. Le 9 juillet 2007, il crée par décret présidentiel, la Commission pour l'Audit Intégral de l'Endettement Public. Cette commission travaillera 14 mois et son rapport montrera que la totalité de la dette commerciale de l'Équateur est illégale et/ou illégitime. En conséquence et à partir de novembre 2008, Rafael Correa suspend le paiement d'une grande partie de la dette et l'économie réalisée est de 7 milliards de dollars qui seront versés au budget de la santé et de l'éducation. Par ailleurs, il divise par deux son salaire et décide la diminution de celui des hauts fonctionnaires équatoriens.

* **L'Argentine,** après la terrible crise économique des années 2001-2002 retrouve une ère de stabilité et de progrès social avec l'élection de Nestor Kirchner (2003-2007) puis de son épouse, Cristina Fernandez de Kirchner élue en 2007. Nestor Kirchner, péroniste de centre gauche, s'attaque au problème crucial de l'énorme dette extérieure et déclare le défaut, demande et obtient la restructuration de cette dette. De 2003 à 2007 le PIB repart à 9 % de croissance annuelle, en produisant une réactivation économique dans tous les secteurs, une

forte réduction de la pauvreté et un retour de la classe moyenne. De grandes entreprises qui avaient été privatisées par Carlos Menem dans les années 90 sont re-nationalisées comme la compagnie aérienne Aérolineas Argentinas et la compagnie pétro sont re-nationalisées comme la compagnie aérienne Aérolineas Argentinas et la compagnie pétrolière YPF. Le taux de chômage diminue très fortement, et le gouvernement facilite la reprise, par leurs salariés, des entreprises en faillite.

Le Venezuela et le Brésil ont connu aussi une période faste d'environ 15 ans où les classes populaires ont vu leur situation s'améliorer : l'extrême pauvreté a reculé, le chômage a baissé, l'analphabétisme a quasiment disparu, le taux de scolarisation et l'accès aux soins ont augmenté, la démocratie s'est renforcée.

5- Évolution de la stratégie des États-Unis

Les États-Unis ne s'engagent plus directement, les coups d'État militaires ne sont plus de mise, on privilégie les coups d'États «constitutionnels». C'est ce qui s'est passé au Honduras pour écarter Manuel Zelaya, au Paraguay pour chasser Fernando Lugo et en ce moment même au Brésil pour destituer Dilma Roussef.

Maintenant, leur stratégie est beaucoup plus subtile, et plus « politiquement correcte » : il s'agit d'aider les opposants de ces « régimes » qualifiés de communistes ou de socialistes (pour les Étatsuniens les 2 vocables sont équivalents) à retrouver la démocratie. Voyons comment s'exerce cette ingérence :

*- Le financement des partis et mouvements d'opposition par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG) caritatives qui dépendent de l'USAID (United States Agency for International Development). Officiellement, l'USAID a pour mission d'aider à réduire la pauvreté, promouvoir la démocratie et la croissance économique, soulager les victimes des catastrophes naturelles et prévenir les conflits. Notons que le plan Marshall avait le même objectif la misère étant, selon Washington, un « terreau » favorable au communisme.

C'est bien évidemment une couverture qui sert à déstabiliser les gouvernements qui ne plaisent pas à la Maison Blanche. L'USAID a été expulsé de Russie, de Bolivie, du Venezuela et d'Equateur sous les accusations d'espionnage et de corrupteur des citoyens.

*- La désinformation à grande échelle en soutenant la presse locale qui est en grande partie aux mains de la droite et par l'intermédiaire de ses chaînes de télévision qui couvrent presque tout le continent sud-américain (CNN, Fox News...)

*- Des campagnes de diffamation accusant les dirigeants de gauche de toutes les turpitudes : ce sont d'affreux dictateurs qui bafouent les droits de l'Homme et qui gouvernent par la terreur, ce sont des narco-trafiquants, des mafieux, des corrompus, des analphabètes... ! Que n'a-t-on pas entendu ! Obama a même signé un décret qui stipule que le Venezuela est un danger pour la sécurité des États-Unis.

6 - Importance de l'engagement des peuples

Plusieurs présidents ont été chassés du pouvoir par d'importantes manifestations de masse avant la fin de leur mandat officiel : Pérez au Venezuela (1993), De la Rua en Argentine (2001), Collor au Brésil (1992), Mahuad en Équateur (2000) Fujimori au Pérou (2000). Les mouvements sociaux ont chassé ces dirigeants incapables et/ou corrompus et ont permis l'émergence de gouvernements progressistes.

Mais, aujourd'hui, on assiste à un retournement de tendance : retour d'un président de droite en Argentine, Mauricio Macri, opposition anti-chaviste devenue majoritaire à

l'assemblée nationale de Caracas, difficultés de Rafaël Corréa qui perd un référendum, manifestations d'opposants sécessionnistes en Bolivie, “scandales” qui déstabilisent la Présidente Dilma Roussef au Brésil. Tous ces événements peuvent faire craindre la fin des régimes progressistes. Assistons-nous à la fin d'un cycle ?

Il faut d'abord voir que ces retournements ont des causes conjoncturelles : la crise financière mondiale de 2008 n'a pas épargné l'Amérique latine. Le monde est entré en stagnation et le prix des matières premières (blé, viande, minerai pétrole..) a fortement chuté ce qui a provoqué une baisse catastrophique des PIB. En 2015 le PIB chute de 10 % au Venezuela, de 3% au Brésil, il stagne en Argentine et en Equateur. Il a fallu couper dans les budgets sociaux provoquant ainsi le mécontentement des classes populaires et des classes moyennes.

Les partis de droite ont exploité ce mécontentement au maximum, dans les journaux et à la télévision, pour retourner l'opinion.

Mais on peut identifier d'autres raisons : ces gouvernements ont gardé la même politique extractiviste que leurs prédécesseurs et n'ont pas réussi à diversifier leur économie. C'est vrai surtout pour le Venezuela qui a vécu confortablement sur la rente pétrolière pendant 15 ans en ne développant pas suffisamment ni l'agriculture ni une industrie de transformation. Pourquoi cet immobilisme ? Une des raisons est politique : les patrons du privé ont refusé de « collaborer ». Hugo Chavez leur a proposé « un effort national de relance productive » au cours d'un colloque réunissant plus de 500 patrons le 11 juin 2008. Rien n'a bougé. Dilma Roussef a cédé aux exigences du patronat brésilien (baisse des taux d'intérêt, dévaluation du réal, baisse des coûts salariaux) mais ni la production ni les investissements n'ont progressé.

Les capitalistes ont la possibilité d'étrangler l'économie d'un pays et ils le font sans vergogne quand il s'agit de défendre leurs intérêts et leur pouvoir comme on l'a vu au Chili en 1973 pour éliminer Salvador Allende et comme cela se produit maintenant au Venezuela ou au Brésil.

Tant que les grands moyens de productions et d'échanges, tant que les grands médias seront dans les mains des classes dominantes, tout régime politique progressiste sera menacé ou paralysé. Les tentatives permanentes de déstabilisation ont fait perdre aux nouveaux dirigeants beaucoup de temps et d’énergie et empêché d'aller plus loin dans les réformes progressistes.

A l’évidence, faire reculer la pauvreté ne suffit pas si les consciences ne suivent pas, si une nouvelle philosophie n’imprègne pas les esprits. Il est curieux d'entendre une Venezuelienne dire : « *Maintenant que je ne suis plus pauvre, je vote à droite* ». Les révolutionnaires n’ont pas su construire une hégémonie culturelle qui assure la continuité du pouvoir.

Mais il y a un capital d'acquis sociaux dont les travailleurs et les classes populaires ne se laisseront pas déposséder sans lutte ce qui entravera la mise en place des projets néolibéraux. Les peuples latino-américains savent désormais qu’il existe une alternative possible au néolibéralisme et de plus, ils ont une expérience pratique du pouvoir ce qui est très différent des années ‘90. Enfin il y a des symboles forts qui renvoient aux plus belles conquêtes de ces révolutions : le leader, le pouvoir populaire, le socialisme, l’intégration régionale. Le processus révolutionnaire ouvert en Amérique latine n’est pas mort et une défaite électorale n’est pas synonyme de la fin de la révolution.

Notes :

[1] Petrocaribe : c'est une alliance créée en juin 2005 à l'initiative de Hugo Chavez qui regroupe maintenant 18 pays : le Venezuela et 17 pays de la Caraïbe. Il s'agissait de fournir du pétrole à des prix inférieurs à ceux du marché lorsque ce prix était très élevé.

[2] ALBA est l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, est née le 14 décembre 2004 à La Havane, par la Déclaration conjointe signée par les commandants Hugo Chavez et Fidel Castro en opposition à la proposition de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), promue par Washington. C'est une organisation politique, culturelle, sociale et économique pour développer la coopération et la solidarité entre les 11 membres qui ont adhéré.